



# La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739  
NUMERO 31  
JANVIER 2005

## SOMMAIRE

**EDITORIAL** .....1

**Suivi des DSRP et des OMD : Etat des lieux et architecture des systèmes d'information** ..... 2

**Nouvelles d'AFRISTAT** .....4

**Activités de la Direction Générale** .....5

**Activités internationales**.....9

**Echos des instituts nationaux de statistique** .....9

**Réunions, ateliers et séminaires** .....11

**Avis de concours** .....12

### ADRESSE

BP E 1600  
Bamako, Mali  
Tél. (223) 221 55 00  
221 60 73  
221 60 71  
Fax (223) 221 11 40  
E-mail  
[afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org)  
Site Internet  
[www.afristat.org](http://www.afristat.org)

## EDITORIAL

**L**e présent numéro de *La lettre d'AFRISTAT* couvre les activités du dernier trimestre 2004 de la Direction générale d'AFRISTAT. En ce début d'année, quoi de plus normal que de jeter un regard rétrospectif sur les douze mois de l'année 2004 et de livrer aux lecteurs nos ambitions pour l'année 2005 ! J'en dirai seulement quelques mots avant de, comme à notre habitude, donner un aperçu de la vie de notre organisation au cours du trimestre sous revue.

AFRISTAT a, au cours de l'année 2004, relevé quelques défis avec la participation soutenue de ses Etats membres et un appui déterminant de ses partenaires techniques et financiers. Les interventions d'AFRISTAT dans les Etats ont d'une part consisté en appuis techniques, et d'autre part s'inscrivaient dans le cadre des programmes intégrés de renforcement des capacités statistiques soutenus par les bailleurs de fonds. Ces programmes, dont vous avez été régulièrement informé de l'avancement, à travers les éditions successives de LLA, seront poursuivis, conformément aux différents mandats reçus.

En 2005, AFRISTAT poursuivra l'exécution de ces actions dans le cadre de son programme de travail. En particulier, il développera un nouveau partenariat avec la Banque africaine de développement dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de comparaison internationale en Afrique.

Comme cela été dit en d'autres occasions, l'année 2005 sera particulière pour AFRISTAT. Elle marque le terme du premier fonds de capitalisation d'AFRISTAT ainsi que la fin du Programme statistique minimum commun (PROSMIC). De nouveaux efforts seront donc demandés aux Etats membres et aux partenaires de ces Etats pour alimenter le Fonds AFRISTAT, principal soutien financier pour la mise en œuvre du Cadre stratégique de travail de la Direction générale d'AFRISTAT pour la période 2006-2010, dont l'adoption devrait intervenir au cours du premier semestre 2005.

La mobilisation des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 a été une préoccupation majeure en 2004 et constituera, en 2005, une des actions-clés de la Direction générale. Le Conseil des Ministres d'avril 2004 lui avait consacré une attention particulière. Les membres du Comité de direction d'AFRISTAT, réunis en leur 10<sup>ème</sup> session du 18 au 20 octobre 2004 à Nouakchott (Mauritanie), ont emboîté le pas aux ministres et pris la résolution de sensibiliser les autorités compétentes de leurs gouvernements respectifs pour que les mesures soient prises en vue de libérer une grande partie de leurs contributions au cours de l'année 2005.

S'agissant des activités de la Direction générale au cours du dernier trimestre 2004, celles-ci ont été marquées par la préparation et l'organisation de la 9<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique et de la 10<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction d'AFRISTAT, tenues respectivement à Bamako (Mali), du 4 au 6 octobre 2004 et à Nouakchott du 18 au 20 octobre 2004.

Le Conseil scientifique et le Comité de direction se sont particulièrement penchés sur les orientations stratégiques du Cadre de travail de la Direction générale pour la période 2006-2010 à la lumière des recommandations de l'étude « *AFRISTAT après 2005* » et des enseignements tirés de l'évaluation de la mise en œuvre du PROSMIC. Suivant une recommandation du Conseil scientifique, le Comité de direction a approuvé le projet de création d'un centre d'études et de recherche appliquée au sein d'AFRISTAT : Résultat, au démarrage, d'un partenariat entre DIAL et AFRISTAT, il apportera certainement une valeur ajoutée au programme de renforcement des capacités d'analyse des experts d'AFRISTAT ainsi qu'au transfert des connaissances au profit des cadres nationaux.

La présente édition contient un article sur l'état des lieux de l'architecture des systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD. Cet article est la synthèse des observations récemment relevées dans une dizaine de pays participant au programme financé par le PNUD sur le suivi de ces questions. Il prélude l'élaboration d'un cadre de référence et d'un support méthodologique minimum commun sur le système d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et OMD dans les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara.

D'autres activités importantes ont été réalisées que le lecteur découvrira dans ce numéro.

Enfin, permettez-moi, en ce début d'année, de vous souhaiter, au nom de toute l'équipe de la Direction générale d'AFRISTAT et en mon nom propre, une bonne et heureuse année 2005.

Martin BALEPA

Le Directeur Général d'AFRISTAT

---

## Suivi des DSRP et des OMD : Etat des lieux et architecture des systèmes d'information

*Par Oumarou El Hadji Malam Soule et Moustapha Djima , experts en suivi des DSRP/OMD,  
et Gérard Osbert, expert en statistiques sociales*

---

Pour être efficaces, les politiques de développement socio-économique et de réduction de la pauvreté doivent partir de diagnostics fiables permettant de fonder les stratégies et les actions susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations. La mise en œuvre de ces mesures et actions se fait par le choix judicieux des objectifs dans le cadre d'un programme économique cohérent. Leur suivi/évaluation requiert une mise en comparaison des objectifs et des résultats obtenus selon une périodicité préétablie.

Le Programme d'appui au suivi des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), mis en œuvre par AFRISTAT avec l'appui du PNUD et du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAESNU), a pour objectif de doter les pays de systèmes d'informations appropriés, cohérents et efficaces permettant de répondre aux besoins de production et d'analyse, à intervalles réguliers, d'indicateurs pertinents pour le suivi et l'évaluation des DSRP et des OMD.

En effet, qu'il s'agisse du diagnostic, de l'élaboration des stratégies, de la mise en œuvre des mesures ou de leur suivi/évaluation, le système d'information doit fournir chaque fois des éléments d'appréciation permettant d'orienter les acteurs du développement impliqués dans la recherche des solutions aux problèmes de développement en général et de réduction de la pauvreté en particulier.

### Vers un appui renforcé aux Etats

Depuis 1999, année de lancement de l'initiative PPTE par la Banque mondiale et le FMI, de nombreux Etats bénéficiaires, se sont engagés dans l'élaboration d'un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Les revues sur la formulation et la mise en œuvre de ces DSRP, effectuées à partir de 2001, ont mis en évidence que le renforcement des systèmes d'information existants constituait l'élément clef permettant le suivi/évaluation des stratégies identifiées.

Les partenaires techniques et financiers (PTF) au développement, et en particulier le PNUD, ont alors investi dans la mise en place des bases de données et la création d'observatoires de la pauvreté et du développement humain. Ce-

limitées des pays. Ceci a eu, entre autres conséquences, la publication tardive des indicateurs et des profils de pauvreté.

C'est dans ce contexte que le DAESNU et le PNUD ont initié en 2003 le Programme d'appui au

#### **Une approche méthodologique d'un système d'information architecturé**

*Un système d'information se définit par ses composantes et leurs interactions avec d'autres systèmes. Les institutions et les canaux qui permettent d'assurer la production, la gestion, la circulation et l'utilisation de l'information constituent l'architecture du système d'information. Quatre composantes fondent le système d'information pour le suivi de la réduction de la pauvreté (SIRP) :*

*(i) ressources humaines : il s'agit de mobiliser les techniciens et de promouvoir un programme de renforcement des capacités statistiques dans un contexte de rareté des ressources humaines compétentes et qualifiées dans le domaine.*

*(ii) institutionnelle : elle consiste à organiser, animer et financer le réseau des intervenants pour que l'information puisse circuler de façon « optimale », assurant la pérennisation des outils développés. Ces activités sont à impulser par une structure de coordination qui aura l'appui et l'aval des autorités nationales.*

*(iii) spatiale : elle représente le « cahier des charges » du système d'information. Centrée sur la base de données sur la pauvreté, elle doit spécifier les données à collecter et l'organisation de l'information statistique par secteur prioritaire, zone géographique sensible, type de population, etc., dans une démarche participative jusqu'à l'échelon local.*

*(iv) temporelle : les politiques mises en œuvre dans le cadre des DSRP ciblent les groupes les plus vulnérables de la société ; il faut donc s'assurer régulièrement qu'ils en ont été vraiment bénéficiaires. Ceci impose de mesurer le rythme des changements intervenus par des évaluations d'impacts des*

pendant, ces résolutions ont induit des demandes statistiques surdimensionnées par rapport aux ressources humaines et financières

suivi régional des DSRP et des OMD pour une vingtaine d'Etats d'Afrique subsaharienne, avec pour objectif de doter les pays bénéficiaires de systèmes d'informations adéquates et comparables, co-gérés par l'Institut national de la statistique et les services statistiques des ministères sectoriels, en collaboration avec les cellules de suivi des DSRP et/ou les observatoires de la pauvreté.

## Vers un système d'information pour le suivi de la réduction de la pauvreté (SIRP).

L'apport majeur de ce programme est d'aider les pays à intégrer l'ensemble de leurs opérations concernant le domaine dans un système cohérent, tenant compte des ressources financières et humaines disponibles. La conception d'un tel système repose sur un diagnostic de l'existant prenant en compte les spécificités des Etats afin de garder une approche à la fois pragmatique et généralisable.

### ♦ La situation des pays bénéficiaires du programme

Un diagnostic a été réalisé à partir : (i) de la revue documentaire de la situation d'une vingtaine de pays du programme en matière de suivi des DSRP et des OMD ; (ii) des rapports des experts d'AFRISTAT sur l'évaluation des systèmes d'information dans une dizaine de pays concernés.

La préparation d'un DSRP complet peut prendre plusieurs années. C'est pourquoi, la majorité des Etats se sont lancés dans l'élaboration de DSRP intérimaires, documents plus courts décrivant l'état de la pauvreté du pays, les politiques visant à la combattre et incluant un programme d'élaboration de DSRP complet.

Les dispositifs de collecte de données qui fondent l'élaboration des DSRP sont généralement les recensements généraux de la population et de l'habitat, les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes à indicateurs multiples, les enquêtes budget consommation ou les enquêtes sur les conditions de vie des ménages. Ces opérations ont contribué à affiner les diagnostics de la pauvreté dans les différents Etats. Il reste, pour la majorité de pays, à développer les bases de données

archivant ces informations et en permettant leur mise à jour dans les délais requis pour une large diffusion.

L'état des lieux a permis, au-delà de certaines spécificités des processus DSRP, d'identifier quatre groupes de pays : (i) ceux disposant d'un DSRP final avec au moins un rapport de mise en œuvre de leur stratégie de réduction de la pauvreté (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger et Rwanda) ; (ii) ceux ayant un DSRP final mais qui n'ont pas encore élaboré un rapport de mise en œuvre (Guinée Bissau, Sénégal et Tchad) ; (iii) les pays en fin de processus DSRP intérimaire (Burundi, Cap Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, R.D. Congo et Sao Tome et Principe) ; (iv) les pays n'ayant pas encore validé leur DSRP intérimaire (Centrafrique et Togo).

L'évaluation réalisée dans les pays a porté sur la participation au processus DSRP, l'articulation du système d'information avec les

au développement) est satisfaisante lors de l'étape initiale de formulation des stratégies de réduction de la pauvreté. Cependant, lors de la mise en œuvre, la société civile a vu bien souvent sa participation (dont l'accès à l'information) se limiter aux programmes ciblés de réduction de la pauvreté.

Si, en général, les objectifs de développement sont reflétés dans les stratégies nationales définies dans les DSRP, certains indicateurs de suivi des OMD n'y figurent pas. En conséquence, les dispositifs de suivi et d'évaluation des objectifs des DSRP, ne servent que partiellement de référence pour l'évaluation des OMD. On note aussi des différences importantes quant à la manière de formuler les objectifs, les cibles et les indicateurs.

Malgré les textes pris par les gouvernements des pays sur l'organisation institutionnelle de mise en œuvre et de suivi/évaluation des DSRP, la définition des rôles n'établit pas toujours clairement les responsabilités et les rôles des acteurs clés (collecte de données, analyse des résultats, coordination et diffusion). Ceci est source de duplications de tâches.

### ♦ Diagnostic des systèmes statistiques nationaux

Les systèmes statistiques nationaux sont en général organisés autour de l'Institut national de la statistique (INS), organe central de production des statistiques officielles pour les besoins des utilisateurs, notamment des administrations publiques. En matière de coordination, les activités statistiques sont d'une manière générale régies par une loi, dont l'application rencontre souvent des difficultés.

Les demandes nouvelles provenant des DSRP ne sont pas à déconnecter des statistiques classiques. S'il s'agit de demandes ad-

### Un processus itératif qui nécessite un apprentissage continu

*La complexité du phénomène de la pauvreté fait que le processus DSRP est nécessairement itératif : les résultats du suivi et évaluation informent sur les niveaux d'atteinte des objectifs et peuvent imposer une révision des cibles, des objectifs et même des programmes et projets. On est alors dans un processus de révision. Le DSRP issu de ce processus de révision constituera le DSRP du cycle suivant, marquant les différentes générations du processus. Certains DSRP en sont à leur deuxième génération. La périodicité est en général de 3 ans.*

*Un aspect fondamental est la logique d'apprentissage incorporée dans le processus DSRP. Il est ainsi recommandé de commencer par suivre un nombre réduit d'indicateurs tout en mettant en œuvre un plan d'amélioration progressive du système d'information. Cela permettra de tirer les leçons de l'expérience et des pratiques passées, d'améliorer les programmations futures et de prendre en compte l'évolution temporelle des conditions de vie des populations et du phénomène de la pauvreté.*

OMD, l'adéquation avec les politiques sectorielles, ainsi que les niveaux de mise en place d'un mécanisme adéquat de suivi et d'évaluation du DSRP. Cette évaluation a permis de répondre à la question cruciale de savoir si les systèmes nationaux de statistique étaient en mesure de satisfaire l'exigence minimale de qualité et de disponibilité des données pour le suivi de la pauvreté et des OMD.

Il a pu être noté que dans l'ensemble, la représentativité des acteurs (administration, société civile, secteur privé, partenaires

ditionnelles, il faut les intégrer dans les programmes statistiques (cas des enquêtes d'opinion sur la gestion des politiques publiques et la gouvernance). En ce qui concerne l'évaluation d'impacts, cet aspect de la question n'est pas encore pris en charge par tous les pays.

En ce qui concerne le Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), il constitue la base de cohérence des mesures du DSRP, sous les contraintes budgétaires et celles de la stabilité macro-économique. Le CDMT permet les arbitrages sectoriels nécessaires à la répartition des dépenses publiques en faveur des pauvres, de fixer les priorités et les moyens requis pour atteindre les objectifs fixés. Cependant, la méconnaissance des mécanismes de mise en œuvre des DSRP par les structures des ministères des Finances ne leur permet pas d'assurer pleinement ces rôles. Le suivi de l'exécution des dépenses publiques, notamment celles des collectivités locales nécessite la mise en place de systèmes rénovés d'information sur les budgets locaux.

#### ◆ **Problématique de la détermination des indicateurs dans les pays**

Dans la plupart des pays, le nombre d'indicateurs retenus est très élevé (dépassant parfois 200). Devant cette situation, certains d'entre eux proposent un noyau d'indicateurs prioritaires et objectivement vérifiables pour faciliter la rédaction des rapports de progrès. C'est le cas du Bénin, du

Burkina Faso, du Burundi, de la Guinée, de Madagascar et de la Mauritanie.

Cependant, bon nombre de pays ne peuvent fournir qu'une liste limitée d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation des DSRP et des OMD, faute de financement des opérations de collecte de données.

#### **Pour un renforcement durable des capacités statistiques**

Le renforcement durable des capacités est un processus nécessaire mais de longue haleine. Il nécessite une réflexion approfondie pour arriver à des solutions adaptées, durables et soutenables financièrement. Ce processus doit être planifié et organisé en concertation continue avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

Ce qui justifie la nécessité de doter les systèmes statistiques nationaux (SSN) de compétences éprouvées en matière de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des résultats. Une mobilisation des cadres avec un accompagnement en ressources matérielles et financières est indispensable pour accomplir ce renforcement de capacité des SSN.

#### ◆ **Nécessité d'une stratégie nationale de développement de la statistique**

Des investissements doivent être consentis afin d'assurer la disponibilité des données à temps. La

complexité des interrelations entre les différents acteurs, observées au niveau du système d'information ainsi que la rareté des ressources imposent que le SSN fonctionne sur la base d'une stratégie qui prenne en compte : i) les utilisations prioritaires, ii) les besoins d'informations à satisfaire, iii) les missions attribuées à la statistique publique, iv) la production tenant compte des visions et projections dans le futur, v) les moyens matériels et humains, vi) l'organisation générale du SSN.

#### ◆ **Nécessité d'une évaluation permanente des INS afin d'assurer la pérennisation du SIRP.**

Dans les INS où il existe un système d'information pour le suivi des DSRP, une évaluation permanente est nécessaire. Elle permettra d'apprécier les résultats et l'impact de cet audit du SSN en général et singulièrement de l'INS. Cette évaluation fondée sur la rétroaction et le contrôle, doit être menée de façon interne et externe. Elle portera sur le rendement du système et consistera à surveiller la rétroaction pour vérifier que le système d'information n'a pas dévié de l'objectif initial. Elle doit intégrer l'appréciation technique des personnels en poste dans les INS et celle des conditions sociales de production. De même, l'audit externe donne un jugement objectif sur les relations du système d'information avec son environnement extérieur.

## **Nouvelles d'AFRISTAT**

### **Visites**

◆ M. Jean Le Nay, Conseiller inter-régional du Département des affaires économiques et sociales au Secrétariat général des Nations unies et task-manager du Programme de suivi régional des DSRP et OMD, a effectué à AFRISTAT les 21 et 22 octobre 2004 une mission sur l'état d'avancement de l'exécution du programme. Au cours de cette mission, M. Le Nay a fait des observations et propositions d'améliorations sur le draft du

rapport « Etat des lieux sur l'architecture des systèmes d'information de suivi des DSRP et OMD dans les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara ».

◆ Dans le cadre de l'établissement des relations de partenariat, M. Nicolas Reuge et M<sup>me</sup> Elsa Duret du Pôle d'analyse sectorielle en éducation de Dakar du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA) ont eu des rencontres avec les experts de la Direction générale

d'AFRISTAT au cours du mois de décembre 2004.

◆ M<sup>me</sup> Demba Tignokpa, conseillère AFRITAC-Ouest, récemment arrivée à Bamako, a rendu visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 21 décembre 2004. L'organisation, en février 2005, d'un séminaire co-organisé par AFRITAC-Ouest et AFRISTAT à l'attention des comptables nationaux des Etats membres d'AFRISTAT a notamment été l'objet de discussions.

## Départ

M<sup>me</sup> Diénébou Sanogo, assistante de gestion, a quitté AFRISTAT depuis le 31 octobre

2004. La Direction générale lui souhaite pleine réussite dans ses nouvelles fonctions.

## Fête annuelle du personnel d'AFRISTAT

Occasion de réunir l'ensemble du personnel d'AFRISTAT et leurs familles dans une atmos-

phère chaleureuse et conviviale, la fête annuelle

d'AFRISTAT a eu lieu le 18 décembre 2004.



## Activités de la Direction Générale

### Réunions statutaires

La 10<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction d'AFRISTAT s'est tenue à Nouakchott (Mauritanie) du 18 au 20 octobre 2004. Au cours de ses travaux, le Comité de direction a adopté le rapport d'activités 2003 ainsi que le programme de travail 2005. Il a examiné le rapport d'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme statistique minimum commun (PROSMIC), cadre de référence pour le développement de la statistique dans les Etats membres d'AFRISTAT pour la période 2001-2005.

Par ailleurs, le Comité a formulé des directives pour l'élaboration

d'un nouveau cadre stratégique de travail pour la période 2006-2010. Ce cadre devra être soumis pour adoption au Conseil des Ministres d'AFRISTAT qui se tiendra au cours du premier semestre 2005. Le Comité a aussi débattu des stratégies de développement de la statistique dans la sous-région, notamment le plaidoyer politique en faveur de la statistique et la formation, initiale et continue, qui constitue la base des ressources humaines des systèmes statistiques nationaux.

Enfin, il a été procédé au renouvellement des membres des ins-

tances statutaires. Ainsi, la présidence du Comité de direction sera assurée par le Gabon à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour une durée de deux (2) ans.

Précédant cette réunion du Comité de direction, la 9<sup>ème</sup> session du Conseil scientifique s'était tenue du 4 au 6 octobre 2004 à Bamako.

L'intégralité des relevés de conclusions du Conseil scientifique et du Comité de direction d'AFRISTAT est disponible sur le site [www.afristat.org](http://www.afristat.org).

### Séminaires conjoncture et prévision à court terme

Financés par la coopération française dans le cadre de la mise en œuvre de la composante « renforcement des capacités

d'analyse et de prévision économiques » du Fonds de solidarité prioritaire, deux séminaires régionaux « Conjoncture et prévision à

court terme » se sont tenus respectivement, à Libreville (Gabon) du 12 au 15 octobre 2004 pour les Etats membres de la CEMAC et à

Bamako (Mali), du 13 au 17 décembre 2004, pour les Etats d'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT. Au-delà des exposés traditionnels sur les tendances conjoncturelles nationales et ré-

gionales dont la réalisation s'améliore au fur et à mesure des sessions, les participants ont recommandé à la Direction générale et aux partenaires d'AFRISTAT de pérenniser l'organisation de telles

rencontres. Les relevés de conclusions de ces séminaires sont disponibles sur le site [www.afristat.org](http://www.afristat.org).

### **Atelier sur le traitement des données de la phase 3 de l'enquête 1.2.3**

L'atelier d'apurement et de traitement des données de la phase 3 et des modules complémentaires de l'enquête 1-2-3 s'est tenu du 8 au 19 novembre 2004 à Bamako. Cette réunion à laquelle ont participé deux représentants de chacun des sept des Etats membres de l'UEMOA, s'est déroulée en deux temps. Les sept premiers jours ont été consacrés aux travaux d'apurement et de traitement de

la phase 3 (enquête sur les dépenses des ménages) pour les six pays qui ont réalisé l'enquête (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Les trois derniers jours ont été consacrés aux traitements des données des modules complémentaires portant sur la pauvreté subjective, la gouvernance et la démocratie. L'atelier a été animé par des experts d'AFRISTAT et de DIAL. Au titre

des activités qui ont été réalisées, les pays ont fait le point sur les travaux d'apurement et de traitement des données des deux types de fichiers. Ensuite, des orientations méthodologiques ont été transmises aux participants par rapport à la tabulation et à l'analyse des données de la phase 3 et des modules complémentaires.

### **Mise en œuvre du SGDD**

Au cours de ce trimestre, des appuis ont été apportés au Bénin, Burkina Faso, Niger, Sénégal et Togo dans les domaines de la consommation des ménages et de la comptabilité nationale.

L'appui au traitement des données recueillies et la sortie des premiers résultats de la phase 3 de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages ont fait l'objet de missions d'assistance technique au profit de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique) du Bénin (INSAE), de l'Institut national de la statistique et de la démographie du Burkina Faso (INSD), de la Direction de la statistique et des comptes nationaux du Niger (DSCN) et de la Direction de la Prévision et de la statistique du Sénégal (DPS).

Dans le temps, des appuis ont été apportés dans la préparation, puis dans la suite immédiate de l'atelier consacré à la validation des données de la phase 3 qui s'est tenu à Bamako (voir ci avant). Il s'est en effet agi, dans un premier temps, d'appuyer les équipes nationales dans l'établissement du bilan de la collecte et dans le contrôle final de la cohérence des données recueillies. Dans un second temps, les efforts d'assistance ont porté sur la sortie des premiers tableaux de résultats et la rédaction des rapports d'analyse.

Dans le domaine de la comptabilité nationale, des missions d'assistance technique ont été réalisées au Burkina Faso et au Togo. L'appui à l'INSD avait pour objectifs d'assister l'équipe natio-

nale dans la finalisation des travaux en phase centralisée et la réalisation de la synthèse des comptes pour l'année 2000, première année courante. Ainsi, avec l'achèvement des travaux sur l'année 2000, le Burkina Faso dispose de deux années de comptes selon les concepts et définitions du SCN93, élaborés à l'aide du progiciel ERETES.

Au Togo, les travaux ont porté sur la synthèse des comptes de l'année de base 2000. A l'occasion de la finalisation de ces travaux, le Comité national du PIB rassemblant les principaux utilisateurs institutionnels des agrégats macro économiques s'est réuni et a procédé à la validation technique des comptes.

### **Mise en œuvre du PCI-Afrique**

Un protocole d'accord a été signé entre AFRISTAT et la Banque africaine de développement pour l'appui relatif au renforcement des capacités statistiques dans le ca-

dre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique. L'accord de don prévoit les dispositions d'intervention d'AFRISTAT à destination de ses Etats mem-

bres, de la République démocratique du Congo et de Sao Tomé et Príncipe.

### **Mise en œuvre du partenariat entre l'ACBF et AFRISTAT**

Les activités menées dans le cadre du Projet d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information du marché du travail en Afrique (ACBF/LMIS) au cours des trois derniers mois s'inscrivent dans le prolongement de celles des trois mois précédents qui correspondaient au lancement effectif

des activités du projet. Au cours de la période sous revue, la mise en place et l'organisation des composantes nationales se sont poursuivies et ont été menées à leur terme. Les missions d'évaluation de la situation des dispositifs nationaux ont été réalisées au Mali, Cameroun et Nigeria. Toutes les composantes nationales sont

désormais opérationnelles et ont commencé la collecte des données sur le terrain. Au niveau du Mali, les résultats de l'Enquête permanente auprès des ménages 2004 (EPAM 2004) ont été publiés.

Le trimestre prochain sera marqué par deux événements majeurs: la tenue de la troisième réunion du

Comité régional de pilotage du projet qui se tiendra à Yaoundé (Cameroun) les 12 et 13 janvier 2005 et l'organisation d'un sémi-

naire régional de formation sur la mise en place d'un système d'information sur le marché du travail qui regroupera l'ensemble des

responsables des composantes nationales.

### **Mise en œuvre du volet statistique du programme ECOSTAT de la CEDEAO**

Dans le cadre de l'exécution technique du projet ECOSTAT de la CEDEAO comprenant les volets « *PIB plus comparables* », « *Harmonisation des indices de prix à la consommation* » confiée à AFRISTAT, un certain nombre d'appuis ont été apportés aux Etats bénéficiaires. Dans le domaine de l'harmonisation des indices des prix à la consommation, un expert d'AFRISTAT a apporté, du 18 novembre au 2 décembre 2004, son assistance au consultant national du projet en Sierra Leone dans la mise en œuvre de la plate forme commune adoptée en décembre 2003 lors de la réunion de lancement du projet à

Accra. Plus précisément, cette assistance a permis de présenter l'indice de prix à la consommation de Freetown selon la nomenclature COICOP à 12 fonctions. Un autre expert a apporté le même type d'assistance au *Central Statistical Office* de Gambie.

En ce qui concerne la comptabilité nationale, un expert a apporté une assistance technique successivement en Guinée (25 au 30 octobre), au Ghana (8 au 13 novembre) et au Cap Vert (14 au 20 novembre). Sur le même thème, un consultant, recruté par AFRISTAT, a réalisé des missions en Gambie (8 au 12 novembre) et

en Sierra Leone (14 au 20 novembre).

Par ailleurs, du 11 au 17 décembre 2004, un expert en comptabilité nationale et l'expert en enquêtes auprès des ménages ont participé à la deuxième réunion technique des consultants du projet ECOSTAT qui s'est déroulée à Abuja (Nigeria). L'atelier a été l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre de la plate forme commune dans les Etats membres de la CEDEAO et de proposer un plan d'action tendant à l'harmonisation à moyen terme des indices de prix à la consommation et des PIB.

### **Mise en place des sites Internet autonomes dans les INS**

Les experts concernés par les sites Internet d'AFRISTAT ont apporté leur assistance aux INS du Niger (8 au 12 novembre), de la Guinée-

Bissau (19 au 26 novembre), du Congo (20 au 28 novembre), de la Guinée (5 au 12 décembre), de la Guinée Equatoriale (7 au 9 dé-

cembre) et du Centrafrique (10 au 16 décembre) dans la finalisation de leurs sites Internet respectifs. Ces sites ont été mis en ligne.

### **Mise en œuvre de la composante statistique du CAPNAT**

Après une interruption de quelques mois, l'assistance technique d'AFRISTAT, inscrite au programme de réhabilitation des capacités du système statistique national congolais de la Coopération française a repris au cours du dernier trimestre 2004 sous la forme de quatre missions d'expertise réalisées auprès de l'Institut national de la statistique de la République Démocratique du Congo. A la suite d'une mission

réalisée début octobre 2004 et consacrée au suivi, à l'évaluation des travaux réalisés depuis la dernière intervention et à la programmation des actions à entreprendre, des appuis techniques ont été effectués tant dans les domaines statistique qu'informatique sur les projets de rénovation de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa et de réalisation de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et la

consommation des ménages à Kinshasa (enquête de type 1.2.3). Le constat effectué à la suite de ces actions révèle que le calendrier initialement prévu pourrait finalement être respecté et ce, malgré les difficultés d'ordre organisationnel qu'a connues l'ensemble du projet. Un nouveau calendrier d'interventions a été élaboré pour atteindre ces objectifs.

### **Mise en œuvre du programme de suivi régional des DSRP et des OMD**

Les activités dans le cadre de ce programme ont été marquées par la rédaction du rapport sur l'« Etat des lieux sur l'architecture des systèmes d'information de suivi des DSRP et OMD dans les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara ». Document de base des activités du programme, ce rapport identifie les pays selon le stade atteint dans les processus DSRP/CSLP et OMD. La disparité constatée au niveau des systèmes d'information exige des efforts d'harmonisation méthodologique dans une vision institutionnelle qui

assure la régularité de la production et de l'analyse des informations nécessaires au suivi et évaluation des politiques, programmes et projets de développement économique et social pour la réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, un expert du Programme de suivi des DSRP et OMD a séjourné à Bujumbura du 16 au 31 octobre 2004. Les objectifs de la mission étaient, d'une part, la finalisation des indicateurs pour le suivi du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et des Objectifs du millénaire pour

le développement (OMD) du Burundi et, d'autre part, le lancement des travaux d'élaboration du rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Cadre Stratégique Intérimaire de Relance de la Croissance Macro-économique et de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP-I). Les indicateurs retenus seront validés dans le cadre d'un atelier qui sera organisé à Bujumbura.

Profitant du dernier séjour de M. Le Nay à Bamako, une rencontre préparatoire à la première réunion du Comité de pilotage (prévue

pour le premier semestre 2005) a été organisée avec la participation des représentants de la Direction générale d'AFRISTAT, du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, du Bureau régional Afrique du PNUD, du PNUD Mali, de l'Observatoire de la pauvreté et du développement humain (ODHD), de la cel-

lule CSLP et de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Mali.

Il est ressorti de cette réunion que la mise en œuvre du programme sera effective dans une dizaine de pays au cours de l'année 2005. Les axes d'intervention seront identifiés en recensant les initiati-

ves nationales originales conformément au cadre de référence minimum pour le suivi des DSRP et des OMD qui sera bâti. Par ailleurs, un « modèle » de rapport de progrès sera développé en insistant sur le dialogue entre les différentes instances concernées.

### **Autres missions d'appui des experts d'AFRISTAT**

#### **Burundi**

Dans le cadre du renforcement institutionnel du système statistique du Burundi, le Bureau du PNUD de Bujumbura a sollicité l'appui d'AFRISTAT pour proposer aux autorités burundaises compétentes des projets de textes qui définissent l'organisation dudit système. La mission de consultation s'est rendue à Bujumbura en novembre et en décembre 2004 et a proposé quatre projets de texte : i) un projet de loi portant organisation des activités statistiques au Burundi ; ii) un projet de décret portant organisation, attributions et fonctionnement du Conseil national de l'information statistique ; iii) un projet de décret portant réorganisation de l'Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU) et iv) une proposition de projet de statut du personnel de l'ISTEEBU. Ces projets ont fait l'objet d'un atelier de validation. Une feuille de route a été élaborée dans l'optique de faciliter un plaidoyer pour l'adoption des textes proposés.

#### **Gabon**

◆ Un expert en comptabilité nationale a apporté une assistance technique à la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) du Gabon dans le cadre d'une convention entre le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Gabon et AFRISTAT. Ainsi deux missions d'appui ont été effectuées auprès de la DGSEE en octobre et en décembre 2004. Cet appui a permis d'affiner les travaux relatifs à l'année de base 2001 sur les comptes de branches

et les équilibres ressources emplois afin de préparer la synthèse des comptes nationaux.

◆ L'expert en enquêtes auprès des ménages s'est rendu à Libreville du 22 octobre au 6 novembre 2004 dans le cadre de la rénovation de l'indice des prix à la consommation de Libreville. Cette mission a permis à la DGSEE de calculer les coefficients de pondération à utiliser dans l'élaboration d'un indice harmonisé de prix à la consommation (IHPC) à partir des résultats de l'enquête sur les dépenses des ménages à Libreville.

#### **Mauritanie**

◆ Un expert en comptabilité nationale s'est rendu à Nouakchott du 7 au 21 novembre 2004 auprès de l'Office national de la statistique (ONS). Financée dans le cadre d'une convention entre le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Nouakchott et AFRISTAT, la mission avait pour objet la poursuite du traitement des sources de la deuxième année courante (2000) avec ERETES.

◆ L'expert macroéconomiste s'est rendu à Nouakchott auprès de l'ONS, du 19 au 28 novembre 2004. Il a assisté au séminaire de présentation du numéro-test du bulletin trimestriel de données conjoncturelles et a appuyé le service compétent de l'ONS dans la rédaction du numéro-test de la note trimestrielle de conjoncture.

#### **Tchad**

◆ Du 20 au 29 octobre 2004, un statisticien informaticien s'est rendu à N'Djamena auprès de la Direction Générale de l'Institut

national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) dans le cadre de l'exploitation des données de l'enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad. La mission avait pour principal objectif de procéder à la consolidation des données du premier passage, notamment l'examen de la mise en œuvre des recommandations de la précédente mission, le lancement des travaux d'apurement des données saisies et l'audit des données du troisième passage. Les travaux d'audit et d'apurement réalisés au cours de cette mission ont concerné l'identification des ménages et les différentes exhaustivités : ménages, questionnaires et lignes dans les questionnaires, validités des codes avec un accent particulier sur les questionnaires démographiques.

◆ Dans le cadre du projet d'élaboration d'un répertoire des entreprises tchadiennes, l'expert en statistiques du secteur productif s'est rendu à N'Djamena du 27 octobre au 5 novembre 2004. Financée dans le cadre d'une commande du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Tchad, cette mission a permis à l'INSEED d'identifier les sources d'informations à prendre en compte pour l'initialisation et l'administration du répertoire, de définir les règles d'homogénéisation des variables et d'élaborer une proposition d'architecture de la base de données.

## Activités internationales

◆ Le premier comité de rédaction conjoint (AFRISTAT, INSEE, DIAL) de STATECO « nouvelle formule » s'est réuni le 20 octobre 2004 à Paris, avec pour objectif principal de fixer le sommaire des prochains numéros et la fréquence de parution ; le numéro 99 à paraître en juin 2005 sera centré sur les réalisations du projet UEMOA/Enquêtes 1-2-3, à savoir : (i) Méthodes et résultats comparatifs des enquêtes 1-2-3 menées entre 2001 et 2004 dans les capitales économiques de sept états de l'UEMOA ; (ii) Stratégies de développement des comptes nationaux (dont l'harmonisation des PIB) dans ces états à l'aide notamment du module ERETES. M. Gérard Osbert, expert en statistiques sociales et point focal de cette revue à la Direction générale d'AFRISTAT a représenté cette institution à cette réunion.

◆ Du 2 au 4 novembre 2004, M. Gérard Osbert a participé, au Luxembourg, à un atelier de travail financé par Lux Développement, l'agence chargée d'exécuter les projets du ministère de la Coopération luxembourgeoise et qui a réuni différentes structures de recherche, dont DIAL et le Centre d'étude de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS), les directions nationales de la statistique du Mali et du Sénégal ainsi que les cellules de suivi des politiques de lutte contre la pauvreté des deux pays. En plus des organismes nationaux, l'atelier a bénéficié de la participation de deux organismes internationaux : AFRISTAT et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI). L'objectif de l'atelier était de créer un réseau synergique permettant aux experts et cher-

cheurs africains de mieux s'impliquer dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. A cette fin, il s'agira de mettre en place un cadre structurant pour l'étude de la pauvreté et des conditions de vie des ménages en Afrique.

◆ M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT, a pris part à la réunion du Comité de pilotage de Paris21 organisée à Paris le 3 novembre 2004.

◆ M. Djima Moustapha, expert chargé du suivi des DSRP et des OMD, a participé à l'atelier régional sur les processus de suivi et évaluation dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, organisé par le PNUD en collaboration avec les bureaux régionaux des autres agences du système des Nations unies. L'atelier a eu lieu du 23 au 25 novembre 2004 à Nouakchott (Mauritanie).

◆ Sur invitation du Secrétariat exécutif de la CEDEAO, M. Martin Balépa a pris part le 26 novembre 2004 à Accra à la 3<sup>ème</sup> réunion du Comité de pilotage du programme ECOSTAT.

◆ M. Siriki Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté, a représenté AFRISTAT à la conférence conjointe AISO/AISE qui s'est tenue du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2004 à Amman (Jordanie). Le thème de la conférence était « *Exclusion sociale et développement : une perspective statistique* ». Les communications autour de cette thématique ont ciblé principalement, l'approche statistique des dimensions non monétaires de la pauvreté, la difficulté de la mesure statistique de certaines réalités de la pauvreté, les contraintes des perspectives

de comparaisons internationales et les systèmes d'informations pour le suivi de la pauvreté. M. Coulibaly y a présenté une communication sur le thème de l'« *architecture des systèmes d'information pour le suivi évaluation des SRP et des OMD : problématique et orientations méthodologiques dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne* ».

◆ M. Martin Balépa a pris part le 9 décembre 2004 à Luxembourg à la réunion du Comité directeur d'ERETES. Initiée dans le contexte de désengagement d'EUROSTAT de son rôle dans le développement et la maintenance du logiciel ERETES, cette réunion avait pour objet de rechercher les modalités pratiques de la mise en œuvre de cette décision. Les débats ont été positifs et ont abouti à un plan d'action réaliste. D'une manière générale, il a été retenu que l'année 2005 devra être consacrée à finaliser la version du logiciel en cours de manière à ne plus introduire de nouveaux développements à l'exception de la prise en compte de l'élaboration des comptes provisoires. Une feuille de route pour la mise en œuvre du désengagement d'EUROSTAT a été établie jusqu'en fin 2005.

◆ M. Eloi Ouedraogo, expert en statistiques agricoles a effectué, à Ouagadougou (Burkina Faso), du 19 au 24 décembre 2004, une mission pour l'appui à la mise en œuvre des enquêtes 1-2-3 dans le cadre des études ECOLOC à Koudougou et Banfora. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'une convention entre AFRISTAT et le Partenariat pour le développement municipal (PDM) pour l'appui au Programme sur la relance des économies locales au Burkina.

## Echos des instituts nationaux de statistique

### Bénin

Dans le cadre des manifestations marquant la Journée africaine de la Statistique, l'INSAE a organisé des journées portes ouvertes du 29 novembre au 3 décembre 2004. Cette célébration avait pour objectifs de : (i) donner une visibilité à l'INSAE ; (ii) permettre la connaissance des différents pro-

duits de l'INSAE ; (iii) mobiliser la communauté nationale autour de la nouvelle vision de l'INSAE ; (iv) susciter la collaboration des autres producteurs et utilisateurs de statistiques et l'appui de la communauté nationale (l'Etat, les opérateurs économiques privés, la société civile et les ONG) et des partenaires au développement aux activités statistiques.

### Burkina Faso

Une équipe du consortium PARIS21 a conduit une série d'études au Burkina Faso dans le but d'améliorer la compréhension des systèmes d'information afin de suivre les progrès vers la réalisation des objectifs nationaux tels que les OMD et les Documents de Stratégie de Réduction de la Pau-

vreté (DSRP). A cet effet, il a été produit un rapport qui passe en revue la capacité et les pratiques actuelles du système national statistique. Une présentation de ce rapport a été faite, le 16 décembre 2004, aux membres du Conseil national de coordination statistique (CNCS), organe garant de la qualité et de l'harmonisation de la production statistique au Burkina, en vue de son appropriation par l'ensemble des acteurs.

## **Cameroun**

◆ La diffusion du rapport préliminaire des résultats de la troisième Enquête démographique et de santé au Cameroun (EDSC-III) a été l'objet d'un séminaire qui s'est tenu à Yaoundé le 17 novembre 2004. L'un des résultats les plus attendus était l'évaluation du taux de prévalence du sida au Cameroun qui est d'environ 5,5%.

◆ L'INS a réalisé, du 17 août au 1<sup>er</sup> septembre 2004, le recensement des statisticiens et démographes camerounais en activité dans les administrations publiques, parapubliques, le secteur privé et dans les organisations internationales. L'objectif principal était d'évaluer le potentiel en personnel qualifié dans le domaine de la statistique officielle au Cameroun et dans le domaine de l'informatique, en terme de qualité et de quantité. Les résultats préliminaires de cette enquête révèlent que le système national de l'information statistique (SNIS) du Cameroun compte environ 550 personnes, dont près de 400 ayant suivi une formation en statistique ou en démographie toutes catégories confondues. La mise sur pied d'une base de données dynamique pour le suivi des ressources humaines du SNIS permettra de disposer d'un fichier actualisé et à jour de toutes les ressources humaines intervenant dans la production statistique au Cameroun.

## **Congo**

◆ Conformément aux derniers textes en vigueur (juillet 2003 et mai 2004), le Centre national de la statistique et des études économiques et du recensement, comporte une direction générale, six directions techniques et un bureau central du recensement qui a rang de direction technique. Les

principaux responsables récemment nommés sont les suivants :

Directeur Général :  
Samuel Ambapour,

Directeur des statistiques économiques : Gilbert Mvila

Directeur des statistiques démographiques et sociales :  
Gabriel Batsanga

Directeur de la coordination et de l'harmonisation statistiques :  
Dominique Kimpouni

Directeur de l'informatique :  
Obambi - Guecko

Directeur administratif et financier : Ludovic Otsessa

Directeur du bureau central du recensement : Emmanuel Massene

◆ Dans le cadre du projet de renforcement institutionnel et technique du système statistique national, un séminaire de validation du Programme pluriannuel de développement de la statistique a été organisé au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre à Brazzaville. Des séminaires de sensibilisation ont suivi à Pointe Noire, Dolisie, Impfondo, Ouesso et Owando.

◆ Au titre des publications, le Centre national de la statistique et des études économiques annonce la disponibilité des données annuelles relatives aux évolutions de l'indice des prix sur la période 2000-2003 à Brazzaville et Pointe Noire et des indices des prix mensuels d'octobre 2004 pour Brazzaville et septembre 2004 pour Pointe Noire.

## **Côte d'Ivoire**

◆ Dans le cadre de la politique nationale de la décentralisation, l'INS a été sollicité par le Conseil général du Département de Béoumi pour l'élaboration de son Schéma Directeur de Développement (SDD). L'objectif de ce SDD est de mettre en place un cadre cohérent de planification des actions de développement. Les travaux relatifs à l'état des lieux sont terminés depuis novembre 2004. Leur validation et la tenue d'un séminaire de diagnostic socio-économique sont prévues pour janvier 2005.

◆ L'INS prépare depuis décembre 2004 une enquête sur les indicateurs du bien-être. L'objectif de

cette enquête est, d'une part, d'évaluer le bien-être des populations et, d'autre part, de mesurer l'impact de la guerre sur les conditions de vie des ménages. Cette enquête incorpore aussi un volet sur la vulnérabilité. Les travaux préparatoires ont débuté par la révision du questionnaire de base (QUIBB) et l'incorporation à ce questionnaire de deux modules spécifiques : un module sur la vulnérabilité et un autre module sur l'impact de la guerre sur les conditions de vie des ménages. L'enquête sera financée par la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement.

## **Gabon**

◆ Avec l'appui d'AFRISTAT, la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) vient de produire les premiers résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). A partir de cette enquête, qui a été menée uniquement à Libreville dans le cadre du projet Prix CEMAC, on dispose désormais de la structure actualisée de consommation des ménages vivant dans la capitale gabonaise. Autrement dit, les pondérations de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) sont déjà établies. Au cours du mois de janvier 2005, on pourra disposer du premier IHPC du Gabon, étant donné que la collecte des prix, pour confectionner cet indicateur, avait démarré en janvier 2000. Par la suite, quelques analyses particulières seront menées par la DGSEE afin d'optimiser l'utilisation des résultats issus de cette opération.

◆ Depuis le mois d'août 2004, la DGSEE est engagée dans le processus de finalisation du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) du Gabon. Elle est notamment chargée d'établir, à travers la réalisation de l'Enquête gabonaise pour l'évaluation et le suivi de la pauvreté (EGEP), un profil de pauvreté fiable permettant de guider les stratégies de développement à publier dans le DSRP. L'EGEP est une enquête auprès des ménages de type QUIBB (Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être) à réaliser sur toute l'étendue du territoire national. Elle intègre, en particulier, un volet relatif aux revenus et dépenses.

ses des ménages. La phase préparatoire de l'EGEP, entièrement financée par la Banque mondiale, s'est déroulée du 1<sup>e</sup> septembre au 16 novembre 2004. Elle comprenait une enquête pilote dont la collecte des données s'est effectuée dans la première moitié du mois d'octobre. Les résultats de cette enquête pilote ont fait l'objet d'une évaluation par les principales administrations concernées par les questions de lutte contre la pauvreté et par les principaux partenaires au développement. Cette évaluation a eu lieu à l'occasion d'un atelier tenu à Libreville les 15 et 16 novembre 2004. La DGSEE prépare l'enquête principale dont la phase de collecte devrait être lancée le 20 janvier 2005. Si le calendrier des opérations est respecté, la publication des résultats devrait intervenir avant le 30 juin 2005.

#### **Guinée**

♦ La phase de dénombrement et l'enquête pilote de l'Enquête démographique et de santé (EDS-III) en Guinée ont été réalisées au cours du dernier trimestre 2004. Financée par la coopération amé-

ricaine (USAID), l'UNFPA, la Banque mondiale, l'UNICEF et le gouvernement guinéen, l'EDS-III se particularise des précédentes par le fait qu'elle incorpore un volet biologique permettant de faire les tests d'anémie et de VIH. L'enquête pourrait commencer au mois de janvier 2005.

♦ La Guinée a fêté le 18 novembre 2004 la Journée africaine de la Statistique. La Direction nationale de la statistique (DNS) a mis à profit cette journée pour présenter le site Web de la DNS aux différents utilisateurs et producteurs d'informations statistiques afin de recueillir leurs observations et amendements. Cette présentation a enregistré la participation de 55 personnes invitées. A la fin de la cérémonie, un Comité national du site a été mis en place, constitué des représentants des producteurs d'informations des départements ministériels.

#### **Sénégal**

♦ A la suite du vote par l'assemblée nationale en juillet

2004 de la loi N°2004-21, portant organisation des activités statistiques, une étude sur l'intégration du Département de la statistique et de la démographie de l'Ecole nationale d'économie appliquée (ENEA) à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal (ANSD) a été réalisée. Le rapport définitif a été finalisé en novembre 2004. L'organisation de l'ANSD comporte le Département de la démographie et de la Statistique.

♦ Les travaux de codification des questionnaires du Recensement de la population et de l'habitat de 2002 ont commencé en octobre 2004 ainsi que la formation des opérateurs de saisie (novembre 2004).

♦ Les résultats des deux premières phases de l'enquête 1.2.3. sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages à Dakar sont maintenant disponibles. De larges extraits en ont été repris dans la presse nationale.

### **Réunions, ateliers et séminaires**

#### **Yaoundé, 12 et 13 janvier 2005**

3<sup>ème</sup> réunion du Comité régional de pilotage du Projet ACBF/BIT/LMIS

#### **Bamako, du 7 au 12 février 2005**

Ateliers Paris21 sur les stratégies nationales de développement de la statistique (Pays francophones d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest)

#### **Bamako, du 14 au 18 février 2005**

Séminaire AFRITAC sur les comptes du secteur institutionnel des ménages et l'intégration du secteur informel aux comptes nationaux

#### **New York, du 1<sup>er</sup> au 4 mars 2005**

36<sup>ème</sup> session de la Commission statistique des Nations unies

#### **Bamako, du 7 au 12 mars 2005**

Atelier de validation du cadre de référence et du support méthodologique minimum commun sur le système d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et OMD dans les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara.

#### **Sydney, du 5 au 12 avril 2005**

55<sup>ème</sup> session de l'Institut International de Statistique (IIS)

#### **Bamako, du 19 au 21 avril 2005**

Politique des dépenses publiques et Pauvreté

#### **Bamako, fin 2<sup>nd</sup> semestre 2005 (date à fixer)**

Atelier sur l'élaboration des comptes provisoires

## Nécrologie

Nous avons appris le décès survenu le 10 décembre 2004 de M. Jean-Pierre Vietti, attaché principal de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). M. Vietti avait, depuis sa sortie de l'ENSAE, en 1967, successivement enseigné à l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée de Yaoundé (1967-1980) et à l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan (1980-1987). Il a aussi servi à la Direction de la statistique et des comptes nationaux du Niger (1987-1992) avant de rejoindre l'INSEE. Le personnel de la Direction générale d'AFRISTAT exprime sa tristesse pour cette disparition et présente ses sincères condoléances à sa famille si durement éprouvée.

## Avis de concours

Les concours d'admission aux écoles de formation statistique d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé se dérouleront aux dates ci-après :

- 11, 12 et 13 avril 2005 pour la division Ingénieur statisticien économiste ;
- 18 et 19 avril 2005 pour la division Ingénieur des travaux statistiques.

La date limite d'inscription est fixée au 31 janvier 2005.

Pour plus de renseignements : [www.ensea-ci.org](http://www.ensea-ci.org) ou [www.cesd-paris.fr](http://www.cesd-paris.fr) ou auprès des directions des instituts nationaux de statistique.

**La lettre d'AFRISTAT** peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de *la Lettre d'AFRISTAT* en envoyant un email à [afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org) avec comme objet :

### **Abonnement**

Directeur de publication : Martin BALEPA  
Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO  
Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,  
Siriki COULIBALY, Patrick HERNANDEZ

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako  
ISSN 1561-3739